

Programme mondial de renforcement de l'état de droit, des droits humains, de la justice et de la sécurité pour une paix et un développement durables

RAPPORT ANNUEL 2022

ACTIONS MARQUANTES

Le Programme mondial est une source d'influence stratégique et un catalyseur du changement transformateur qui fait progresser la paix et le développement durable par la promotion de l'état de droit, des droits humains et d'une justice et une sécurité centrées sur les personnes.

En 2022, le Programme mondial a entamé la mise en œuvre de la Phase IV (2022-2025) et renforcé ses efforts visant à anticiper et à prévenir l'instabilité et les conflits, à s'attaquer aux facteurs de fragilité, à renforcer la résilience et à consolider la protection et la promotion des droits humains.

Le Programme mondial a apporté son soutien financier, technique et/ou politique dans

104 contextes différents.

La Phase IV du Programme mondial suit les trois axes de changement du PNUD : la transformation structurelle, ne laisser personne de côté, et le renforcement de la résilience.


Elle contribue directement à la mise en œuvre du [Plan stratégique du PNUD pour 2022-2025](#), en particulier aux solutions de signature relatives à la gouvernance et à la résilience, et de l'[offre de crise](#) du PNUD visant à aider les pays à anticiper une crise, la prévenir, y réagir et s'en remettre dans tout contexte de développement, tout en apportant un soutien aux efforts déployés à l'échelle de l'organisation pour protéger l'environnement et favoriser l'égalité des sexes.

Les exemples présentés ici donnent un aperçu du soutien que le Programme mondial apporte aux bureaux de pays et centres régionaux du PNUD, aux institutions nationales, à la société civile et aux entités commerciales afin de faire de l'état de droit et du respect des droits humains un point de référence mondial et un moyen d'atteindre les Objectifs de développement durable. L'accent est mis sur le rôle du Programme mondial en tant que plateforme pour les partenariats au sein du système des Nations Unies et au-delà, conformément au rôle d'« intégrateur » du PNUD et à l'appui de l'approche « One UN ».



IMPACT MONDIAL

Dans **17** contextes, le soutien du Programme mondial a contribué à la mise en place et/ou au renforcement des mécanismes, processus et cadres de justice et de sécurité visant à prévenir les violences sexuelles et basées sur le genre ou les violences sexuelles liées aux conflits, à y répondre et à y remédier.


**LE PNUD A AIDÉ ENVIRON
85 MILLIONS DE
PERSONNES DANS LE
MONDE À ACCÉDER À
LA JUSTICE.**

Dans **38** contextes, le Programme mondial a aidé des institutions, systèmes ou parties prenantes dans le domaine des droits humains à renforcer leurs capacités nécessaires au respect des obligations ratifiées aux niveaux national et international portant sur les droits humains.

Le Programme mondial a élaboré ou renforcé **58** politiques, services ou solutions numériques innovantes centrés sur les personnes dans le domaine de la justice ou de la sécurité.

Dans **22** contextes, le Programme mondial a aidé le secteur privé à renforcer ses capacités nécessaires au respect des obligations ratifiées aux niveaux national et international portant sur les droits humains.

Dans **9** contextes, le Programme mondial a introduit ou renforcé des solutions de justice transitionnelle centrées sur les personnes et tenant compte des inégalités de genre.

PARTENARIATS

Point Focal Global des questions relatives à l'état de droit

L'année 2022 a marqué le dixième anniversaire de la création du Point Focal Global (GFP) relatif à l'état de droit, un partenariat pour le renforcement de l'état de droit dans les contextes fragiles. Coprésidée par le PNUD et le Département des opérations de paix des Nations Unies (DPO), le GFP renforce l'approche « One UN » en vue de résoudre les conflits violents, de protéger les droits humains et de rétablir la justice et la sécurité.

Depuis 2012, le GFP coordonne les initiatives et la mise en œuvre conjointes dans plus de 30 pays à travers le monde. Plus de 160 missions et experts ont été déployés pour fournir une expertise et mener des évaluations conjointes. Depuis 2016, plus de 50 millions de dollars US ont été mobilisés pour l'assistance conjointe à l'état de droit dans le cadre du GFP pour l'état de droit.

En 2022, le GFP a apporté un financement catalytique et une expertise technique pour la programmation conjointe de l'état de droit en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Haïti, en Libye, au Mali, au Niger, en Somalie et au Soudan.



En République centrafricaine, la lutte contre l'impunité est la priorité du programme conjoint relatif à l'état de droit. La Cour pénale spéciale a rendu son premier verdict en 2022. | PNUD RCA

Plateforme pour la justice de genre

Le partenariat entre le PNUD et ONU Femmes a évolué pour donner naissance à la [Plateforme pour la justice de genre](#) pour des initiatives conjointes visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Plus de 20 partenaires ont rejoint la plateforme, ce qui lui permet d'apporter aux femmes des mesures de justice centrées sur les personnes intégrales, intersectionnelles et interagences.

La Plateforme pour la justice de genre a soutenu 18 contextes, en mettant l'accent sur les situations de crise et de fragilité. Près de 43 000 personnes (dont 84 % de femmes) ont ainsi eu accès à la justice.

En 2022, la Plateforme pour la justice de genre et la Cellule mondiale de coordination des questions relatives à l'état de droit des Nations Unies ont publié le rapport [Women, Peace and Security and the United Nations Global Focal Point for the Rule of Law: Promoting Gender Justice for Peaceful and Inclusive Societies](#) (« Les femmes, la paix et la sécurité et la Cellule mondiale de coordination des questions relatives à l'état de droit des Nations Unies : promouvoir la justice de genre pour des sociétés pacifiques et inclusives »), assorti de recommandations visant à mieux tirer parti de l'assistance conjointe des Nations Unies en matière d'état de droit dans les situations de crise pour promouvoir l'égalité des sexes.

SALIENT : *Saving Lives Entity*

SALIENT aide les pays à lutter contre la violence armée et les armes légères et de petit calibre illicites. Le projet mondial est mis en œuvre par le PNUD et le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et est financé par le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Les principales réalisations de SALIENT en 2022 :

- Le gouvernement du **Cameroun** a approuvé la création d'un Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration.
- Le gouvernement de la **Jamaïque** a entamé la procédure d'adoption du plan d'action national de lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre et de prévention et d'atténuation de leur prolifération.
- Au **Soudan du Sud**, une enquête de référence sur les armes de petit calibre et une enquête de perception sur l'opérationnalisation du désarmement ont été menées à bien en coopération avec la police nationale.

Partenariat PNUD – HCDH – GANHRI pour soutenir les institutions nationales des droits humains

Parallèlement à d'autres programmes de soutien aux institutions nationales des droits humains, l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits humains (GANHRI), le PNUD et le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies ont poursuivi leur collaboration dans le cadre du partenariat tripartite.

En 2022, le partenariat tripartite a aidé les institutions nationales des droits humains à organiser un [Symposium mondial](#) pour aborder la question du changement climatique en marge de la COP27 et a encouragé l'adoption d'une approche fondée sur les droits pour faire avancer une forme inclusive de lutte contre le changement climatique qui ne laissera personne pour compte. Les institutions nationales des droits humains peuvent jouer un rôle clé en aidant les pays à respecter, protéger et appliquer le droit à un environnement propre, sain et durable.

Les partenaires du partenariat tripartite ont élaboré un cadre pour soutenir les institutions nationales des droits humains à l'échelle mondiale en 2023-2024.



Des jeunes de la communauté de Denham Town assistent au lancement du programme conjoint SALIENT | Service d'information de la Jamaïque (JIS).



« La prospérité au soleil. » | PNUD Pérou, Anette Andresen.

PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS EN 2022

Une justice centrée sur les personnes

Les mécanismes de justice coutumiers, informels et/ou communautaires ont permis aux femmes et aux groupes marginalisés d'accéder à la justice là où les services officiels étaient hors de portée ou nécessitaient une aide.

- Au **Mali**, les Commissions foncières ont réglé au moins 120 conflits et ont contribué à augmenter de 12 % l'accès des femmes à la terre.
- En **Somalie**, plus de 1600 femmes ont bénéficié de mécanismes alternatifs de résolution des conflits, d'une aide juridique et des services de tribunaux mobiles.
- Au **Yémen**, 32 hommes et 28 femmes membres de la communauté ont été formés en tant qu'assistants juridiques locaux pour remplir les fonctions de médiateurs communautaires au sein de six comités de médiation communautaires à Aden, dont deux sont présidés par des femmes.

Au **Burkina Faso**, au **Burundi**, en **République démocratique du Congo** et au **Soudan du Sud**, plus de 4500 détenus ont été libérés et plus de 2000 ont obtenu justice, notamment grâce à des tribunaux mobiles.

Le Centre de politique de Séoul du PNUD (USPC), en coordination avec l'équipe du PNUD chargée de l'état de droit, de la sécurité et des droits humains, a aidé les pays partenaires à lutter contre la violence fondée sur le sexe. Le mécanisme de soutien aux victimes fondé sur les droits et le **programme de renforcement des capacités de la police de la République de Corée ont été partagés avec 7 pays** en partenariat avec l'Agence de la police nationale coréenne (KNPA) et le [Sunflower Center](#), qui est le mécanisme coréen de guichet unique proposant des conseils, un soutien psychologique, une aide médicale et une assistance juridique et dans le cadre de l'enquête aux victimes de violence basée sur le genre.



Une femme porte plainte au poste de police soutenu par le PNUD à Qardho, Puntland, Somalie. | PNUD Somalie



Atelier de terrain pour le renforcement des capacités en matière de police et de collecte de preuves juridiques relatives à la violence basée sur le genre (VBG) dans le cadre du soutien multisectoriel à la lutte contre les VBG, province du Sud-Kivu, République démocratique du Congo. | USPC du PNUD

Droits humains

Le PNUD a renforcé l'intégration des droits humains et des systèmes de développement durable dans 8 pays, en collaboration avec le Bureau des droits humains de l'ONU (**Bosnie-Herzégovine, Botswana, Jordanie, Pakistan, Rwanda, Sierra Leone, Tunisie et Uruguay**) pour soutenir l'engagement stratégique à l'échelle du système avec les mécanismes et les systèmes de défense des droits humains afin d'atteindre les ODD, notamment en donnant aux États membres des conseils pour [intégrer les droits humains dans l'élaboration des rapports nationaux volontaires](#).

Le PNUD a mis l'accent sur les droits humains en tant qu'outil de résolution des problèmes de développement contemporains, notamment en participant à l'**examen périodique universel** du Conseil des droits humains par la collecte et la mise en évidence des [bonnes pratiques de l'ONU grâce auxquelles l'examen périodique universel soutient le développement durable](#).

Sur la base d'un exercice d'écoute approfondie dans l'ensemble de l'organisation, le PNUD est en train d'établir une **Stratégie relative aux droits humains pour le développement durable**. En suivant trois axes de résolution des problèmes pour la transformation institutionnelle et le renforcement des capacités, le PNUD s'appuiera sur ses actions menées **dans plus de 100 pays** au fil des ans pour soutenir le renforcement des systèmes nationaux de défense des droits humains et l'investissement dans des activités qui protègent les droits humains, notamment par le biais d'une approche fondée sur les droits humains.



Les entreprises et les droits humains (B+HR)

Sous la marque mondiale de [B+HR Academy](#) et avec le soutien du Japon, le PNUD a organisé des formations sur la diligence raisonnable en matière de droits humains et prodigué des conseils individuels à plus de 700 représentants de plus de 560 entreprises de **12 pays** du monde entier. Rien qu'au **Vietnam** et en **Mongolie**, plus de 250 entreprises ont bénéficié de la formation.

Le PNUD a contribué aux grandes étapes de l'élaboration des plans d'action nationaux sur les entreprises et les droits humains (PAN) à différents stades dans le monde entier. Des progrès significatifs ont été réalisés, notamment en **République kirghize**, au **Mexique**, au **Népal** et au **Pérou**.

En **République kirghize**, le Conseil suprême a chargé le Cabinet des ministres d'élaborer le PAN. Au Mexique, une évaluation de référence nationale a été préparée afin d'orienter le PAN. Au Népal, 20 consultations et séminaires multipartites sur les versions préliminaires du PAN ont été organisés, auxquels plus de 200 organisations ont participé.

Au Pérou, plus de 900 participants issus de plus de 400 organisations ont participé à un dialogue multipartite, et plus de 70 entreprises et associations professionnelles ont été formées à la diligence raisonnable et à la conduite responsable des entreprises.

En **Ukraine**, le PNUD a offert une assistance technique au gouvernement, sous la forme de recommandations visant à améliorer le cadre législatif et à élaborer un plan de relèvement national et une stratégie nationale relative aux droits humains afin de relever les défis liés à la guerre tant pour les entreprises que pour les droits humains. En outre, le PNUD a réalisé des évaluations contextuelles et élaboré des supports de formation sur une diligence raisonnable renforcée en matière de droits humains pour les entreprises opérant dans une zone touchée par un conflit armé.



Dans le cadre de la B+HR Academy du PNUD, des entreprises – comme cette ferme solaire d'Oulan-Bator, en Mongolie – ont bénéficié d'une formation et de conseils individuels et personnalisés prodigués par des experts des entreprises et des droits humains afin de soutenir leurs efforts pour faire face aux risques liés aux droits humains dans l'ensemble de leurs opérations et de leurs chaînes d'approvisionnement. | PNUD



En étroite collaboration avec le ministère péruvien de la Justice et des Droits humains, le projet B+HR du PNUD a organisé une série de consultations au Pérou, dans tout le pays, afin de décentraliser le plan d'action national sur les entreprises et les droits humains, une action de sensibilisation qui lui a permis de s'assurer que la protection et le respect des droits humains soient garantis dans tous les types d'activités économiques. | PNUD

Sécurité communautaire

Afin de faire en sorte que les institutions de sécurité fournissent des services plus efficaces et adaptés aux besoins des communautés qu'elles servent, le PNUD a soutenu la poursuite de la mise en place de postes de police modèles en **Irak** et en **Guinée-Bissau**, améliorant ainsi la prestation de services des forces de l'ordre.

Au **Liban**, le PNUD a intégré des approches de police de proximité pour transformer la police municipale en un service centré sur les personnes. En conséquence, 225 postes de police municipale ont adhéré à au moins l'une des cinq composantes essentielles de la police de proximité, telles que définies par la politique nationale élaborée avec le soutien du PNUD. Au niveau local, la promotion du programme de réforme de la police municipale a été étendue et pilotée dans plus de 40 nouvelles municipalités.

Afin de promouvoir la sécurité centrée sur les personnes en tant que principe directeur et approche transversale, le PNUD et la Folke Bernadotte Academy (Suède) ont présenté un document intitulé « [The People-Centred Approach to Security: Seeking conceptual clarity to guide UN policy development](#) » (« L'approche de la sécurité centrée sur les personnes : à la recherche de la clarté conceptuelle pour orienter le développement des politiques de l'ONU »).



En temps de crise, la police municipale reste en première ligne pour répondre aux besoins de la population. Police municipale – Municipalité de Baalbek, Liban. | PNUD Liban

Une digitalisation inclusive fondée sur les droits

En **Colombie**, le système d'information SICOFA a été conçu pour les Bureaux de services familiaux, qui constituent le principal service judiciaire dans les cas de violence domestique. En consolidant les données, ce système contribuera à améliorer les politiques de protection et de réparation.

Dans **7 pays d'Asie**, les défenseurs des droits humains confrontés à l'impact des entreprises sur les droits humains peuvent accéder aux mécanismes de réclamation et obtenir des informations sur les possibilités de recours par le biais d'un portail numérique, [Routes to Remedy](#) (Les voies de recours).

Le rapport [e-Justice: digital transformation to close the justice gap](#) (« e-Justice : la transformation numérique pour combler le fossé de la justice ») et la boîte à outils qui l'accompagne ont été lancés pour aider les praticiens à comprendre les initiatives d'e-justice et pour apporter un cadre fondé sur les droits humains à la conception, à la mise en œuvre et au suivi de l'e-justice dans le cadre des efforts de digitalisation du PNUD.



Innovations stratégiques

Le PNUD a lancé son [Justice Future's CoLab](#) afin de promouvoir **de nouvelles façons de penser et d'aborder les défis complexes liés à la justice et à l'état de droit**. Le CoLab est un espace où les praticiens du PNUD, de la grande famille des Nations Unies et d'autres partenaires externes peuvent discuter et concevoir et mettre en œuvre des actions plus efficaces dans les pays et orienter le plaidoyer et la politique à tous les niveaux pour relever les défis liés à la justice.

Le PNUD a présenté sa [première stratégie mondiale pour la justice environnementale](#) visant à renforcer la responsabilité et la protection du droit à un environnement propre, sain et durable. Le Programme mondial a permis de concevoir des projets liés à la justice environnementale en **Bolivie**, en **Bosnie-Herzégovine**, en **République kirghize**, au **Liban** et au **Pakistan**.

En **Asie centrale**, le PNUD a donné le coup d'envoi de l'initiative visant à améliorer les cadres réglementaires régionaux sur **la protection des données et des droits humains dans l'espace en ligne**. Afin de faire en sorte que leurs conséquences pour les droits humains soient prises en compte lors de la conception des technologies, notamment des systèmes basés sur l'intelligence artificielle (IA), le PNUD a lancé une [étude préliminaire](#), organisé un atelier régional regroupant 170 experts des droits humains et de la technologie en collaboration avec les experts du Conseil de l'Europe, et également organisé une formation pour les bureaux de pays du PNUD.



SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGES

Le Programme mondial a entamé le processus de création d'une unité de suivi, d'évaluation et d'apprentissage afin de renforcer le partage des connaissances et la gestion de ses initiatives axée sur les résultats.

Leadership éclairé : une influence sur les connaissances et politiques

Le Programme global a produit **14** produits de savoir et d'apprentissage de portée mondiale et a contribué à **11** documents pédagogiques et/ou de politique des Nations Unies de portée mondiale.

Le Programme mondial a dirigé et/ou soutenu plus de **50** mécanismes axés sur la connaissance et l'apprentissage (ateliers, formations, communautés de pratique, etc.) au niveau mondial, régional et national, dans le but premier d'améliorer la qualité et l'efficacité des programmes, et il a contribué à plus de **70** discussions et événements politiques organisés ou non par les Nations Unies.

Évaluation de l'accès à la justice

L'évaluation du [soutien du PNUD à l'accès à la justice](#), menée par le Bureau indépendant d'évaluation en 2022, a reconnu le rôle du PNUD en tant que fournisseur essentiel d'une aide internationale au développement dans le secteur de la justice. Le PNUD s'est engagé à traduire sur le plan opérationnel les recommandations et les enseignements tirés du processus d'évaluation, notamment en continuant à promouvoir une approche de la justice centrée sur les personnes.



Un atelier sur l'amélioration de l'accès à la justice et à l'aide juridique dans les situations de déplacement forcé, organisé par le PNUD et le HCR. | PNUD



Étudiants en magistrature à l'École nationale d'administration et de magistrature en République centrafricaine. | PNUD RCA

Le programme mondial fonctionne grâce aux généreuses contributions de



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Katy Thompson

Chef du département État de droit, sécurité et droits humains
katy.thompson@undp.org
Twitter @KatyThompsonROL

Alexandra Meierhans

Gestionnaire du programme
alexandra.meierhans@undp.org
Twitter @AlexMeierhans